

Solucom

Document d'information - Émission obligataire Micado France 2018



SOLUCOM

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 496.688,20 €
Siège social : Tour Franklin – La Défense 8
100/101 terrasse Boieldieu
92042 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Numéro d'immatriculation : 377 550 249 RCS NANTERRE

Document d'information établi à l'occasion de l'admission sur le marché Alternext de NYSE Euronext à Paris d'obligations d'un montant total de 3.000.000 € portant intérêt au taux de 5,50 % l'an et venant à échéance le 2 octobre 2018.

Les obligations émises dans le cadre de l'emprunt obligataire de la société SOLUCOM (l'"**Emetteur**") d'un montant nominal total de 3.000.000 € portant intérêt au taux de 5,50 % l'an et venant à échéance le 2 octobre 2018 (les "**Obligations**") seront émises le 30 octobre 2012 (la "**Date d'Emission**") au prix d'émission de 100 %.

Les Obligations porteront intérêt à compter de la Date d'Emission (incluse) au taux de 5,50 % l'an, payable semestriellement à terme échu les 2 avril et 2 octobre de chaque année (chacune une "**Date de Paiement d'Intérêt**"), sauf pour la première période d'intérêts pour laquelle un premier coupon court sera versé le 2 avril 2013 pour la période courant de la Date d'Emission (incluse) au 2 avril 2013 (exclu).

A moins que celles-ci n'aient été préalablement remboursées ou rachetées et annulées, conformément aux modalités des Obligations, les Obligations seront remboursées au pair le 2 octobre 2018 (la "**Date d'Echéance**"). Les Obligations pourront, et dans certaines hypothèses devront, être remboursées avant la Date d'Echéance, en totalité ou en partie, dans les conditions décrites aux Articles 5.2, 7 et 9 des modalités des Obligations.

Les Obligations seront émises sous forme de titres au porteur dématérialisés d'une valeur nominale initiale de 100.000 € chacune. La propriété des Obligations sera établie par une inscription en compte, conformément aux articles L.211-3 et suivants du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Obligations ne sera remis en représentation des Obligations.

Une fois émises, les Obligations seront inscrites en compte à la Date d'Emission dans les livres d'Euroclear France qui créditera les comptes des Teneurs de Compte. "**Teneur de Compte**" désigne tout intermédiaire autorisé à détenir, directement ou indirectement, des comptes-titres pour le compte de ses clients auprès d'Euroclear France, Clearstream Banking, société anonyme, Luxembourg et Euroclear Bank S.A./N.V.

Une demande d'admission des Obligations aux négociations sur le marché Alternext de NYSE Euronext à Paris à compter du 30 octobre 2012 a été effectuée.

Les Obligations n'ont pas fait l'objet d'une notation.

Avertissement

Ce document d'information (le "**Document d'Information**") ne constitue pas un prospectus au sens de l'article 5.3 de la directive CE/2003/71 du Parlement Européen et du Conseil en date du 4 novembre 2003.

L'admission des Obligations aux négociations sur le marché Alternext de NYSE Euronext à Paris ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers.

Les Obligations ne font pas l'objet d'une offre au public et sont offertes par voie de placement privé réalisé exclusivement auprès d'investisseurs qualifiés.

Des exemplaires du présent Document d'Information pourront être obtenus sans frais au siège social de l'Emetteur (Tour Franklin – La Défense 8, 100/101 terrasse Boieldieu 92042 PARIS LA DEFENSE CEDEX) et seront disponibles pour consultation sur les sites Internet de l'Emetteur (www.solucom.fr) et d'Alternext (www.alternext.com).

Se reporter à la section "Facteurs de Risques" pour une description de certains facteurs devant être pris en compte par des investisseurs potentiels avant tout investissement dans les Obligations.



Chef de File : Portzamparc Société de Bourse

Le présent Document d'Information contient des informations utiles pour permettre aux investisseurs potentiels d'évaluer en connaissance de cause l'activité et la situation financière de l'Emetteur ainsi que les droits attachés aux Obligations.

L'Emetteur atteste que, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, les informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Document d'Information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Le présent Document d'Information contient des indications sur les perspectives et axes de développement de l'Emetteur. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel ou de termes à caractère prospectif tels que "considérer", "envisager", "entendre", "devoir", "estimer", "souhaiter", "pouvoir", ou, le cas échéant, la forme négative de ces mêmes termes, ou toute autre variante ou terminologie similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par l'Emetteur. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. Ces informations sont mentionnées dans différentes sections du présent Document d'Information et contiennent des données relatives aux intentions, estimations et objectifs de l'Emetteur concernant, notamment, le marché dans lequel il évolue, sa stratégie, sa croissance, ses résultats, sa situation financière, sa trésorerie et ses prévisions. Les informations prospectives mentionnées dans le présent Document d'Information sont données uniquement à la date du présent Document d'Information. L'Emetteur opère dans un environnement concurrentiel et en constante évolution. Il ne peut donc être en mesure d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels.

Portzamparc Société de Bourse (le "Chef de File") n'a pas vérifié les informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Document d'Information. Le Chef de File ne fait aucune déclaration expresse ou implicite et n'accepte aucune responsabilité quant à l'exactitude ou au caractère exhaustif de toute information contenue ou incorporée par référence dans le présent Document d'Information.

Le présent Document d'Information ne constitue pas une offre ou une invitation par ou pour le compte de l'Emetteur ou du Chef de File à souscrire ou à acquérir l'une quelconque des Obligations.

Nul n'est ni n'a été autorisé par l'Emetteur ou le Chef de File à transmettre des informations ou à faire des déclarations autres que celles contenues ou incorporées par référence dans le présent Document d'Information et si de telles informations ou déclarations ont été transmises ou faites, elles ne sauraient être considérées comme ayant été autorisées par l'Emetteur ou le Chef de File. En aucune circonstance la remise du présent Document d'Information ou une quelconque vente d'Obligations ne peut impliquer (i) qu'il n'y ait pas eu de changement dans la situation de l'Emetteur ou de l'Emetteur et de ses filiales (ensemble le "Groupe") depuis la date du présent Document d'Information ou (ii) que les informations qu'il contient ou qui y sont incorporées par référence soient exactes à toute date postérieure à celle à laquelle elles ont été fournies.

Le présent Document d'Information et tout document d'information relatif à l'Emetteur ou aux Obligations ne sont pas supposés constituer des éléments permettant une quelconque estimation de la situation financière de l'Emetteur ou une quelconque évaluation des Obligations et ne doivent pas être considérés comme une recommandation d'achat des Obligations formulée par l'Emetteur ou le Chef de File à l'attention des destinataires du présent Document d'Information. Chaque investisseur potentiel devra juger lui-même de la pertinence des informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Document d'Information et fonder sa décision d'achat d'Obligations sur les recherches qu'il jugera nécessaires. Le Chef de File ne s'engage pas à examiner la situation financière ou la situation générale de l'Emetteur pendant la durée de l'emprunt, ni à faire part à un quelconque investisseur ou investisseur potentiel des informations qu'il serait amené à connaître à ce sujet. Les investisseurs doivent en particulier procéder à leur propre analyse et leur propre évaluation de toutes les considérations liées à un investissement dans les Obligations et des risques liés à l'Emetteur, à son activité, à sa situation financière et aux Obligations émises et doivent consulter leurs propres conseillers financiers ou juridiques quant aux risques découlant d'un investissement dans les Obligations et quant à la pertinence d'un tel investissement au regard de leur propre situation personnelle. Les investisseurs potentiels sont invités à lire attentivement la section intitulée "Facteurs de risques" du présent Document d'Information avant de décider d'investir dans les Obligations.

Dans certains pays, la diffusion du présent Document d'Information et l'offre ou la vente des Obligations peuvent faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires. Ni l'Emetteur ni le Chef de File ne garantissent que le présent Document d'Information sera distribué conformément à la loi, ou que les Obligations seront offertes conformément à la loi, dans le respect de tout enregistrement applicable ou de toute autre exigence qu'aurait une juridiction, ou en vertu d'une exemption qui y serait applicable, et ils ne sauraient être responsables d'avoir facilité une telle distribution ou une telle offre. En particulier, ni l'Emetteur ni le Chef de File n'ont entrepris d'action visant à permettre l'offre au public

des Obligations ou la distribution du présent Document d'Information dans une juridiction qui exigerait une action en ce sens. En conséquence, les Obligations ne pourront être offertes ou vendues, directement ou indirectement, et ni le présent Document d'Information ni aucun autre document d'offre ne pourra être distribué ou publié dans une juridiction, si ce n'est en conformité avec toute loi ou réglementation applicable. Les personnes qui viendraient à se trouver en possession du présent Document d'Information sont invitées à se renseigner sur lesdites restrictions et à les respecter. Une description de certaines de ces restrictions d'offre et de vente des Obligations et de distribution du présent Document d'Information figure à la section "Souscription et Vente" du présent Document d'Information.

*Les Obligations n'ont pas fait et ne feront pas l'objet d'un enregistrement en vertu de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933 telle que modifiée (la "**Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières**"). Au regard de la législation américaine, et sous réserve de certaines exceptions, les Obligations ne peuvent être offertes ou vendues aux Etats-Unis d'Amérique ou à des U.S. Persons (tels que définis par la Réglementation S de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières).*

*Dans le présent Document d'Information, toute référence à "**€**", "**EURO**", "**EUR**" ou à "**euro**" vise la devise ayant cours légal dans les Etats membres de l'Union Européenne ayant adopté la monnaie unique introduite conformément au Traité instituant la Communauté Economique Européenne (signé à Rome le 25 mars 1957), tel que modifié.*

TABLE DES MATIERES

RESPONSABILITE DU DOCUMENT D'INFORMATION.....	5
FACTEURS DE RISQUES.....	6
MODALITES DES OBLIGATIONS.....	11
DESCRIPTION DE L'EMETTEUR.....	16
DEVELOPPEMENTS RECENTS	19
FISCALITE	25
SOUSCRIPTION ET VENTE.....	27
INFORMATIONS GENERALES.....	28

RESPONSABILITE DU DOCUMENT D'INFORMATION

1. Personne responsable des informations contenues dans le Document d'Information

SOLUCOM

dûment représenté par

Pascal Imbert, Président du Directoire de l'Emetteur

Tour Franklin – La Défense 8, 100/101 terrasse Boieldieu 92042 PARIS LA DEFENSE CEDEX

France

2. Déclaration de la personne responsable des informations contenues dans le Document d'Information

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Document d'Information sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Paris, le 26 octobre 2012

SOLUCOM

dûment représenté par

Pascal Imbert, Président du Directoire de l'Emetteur

FACTEURS DE RISQUES

L'Emetteur considère que les facteurs de risques décrits ci-après sont importants pour prendre une décision d'investissement dans les Obligations et/ou peuvent altérer sa capacité à remplir les engagements que lui imposent les Obligations à l'égard des investisseurs. Ces risques sont aléatoires et l'Emetteur n'est pas en mesure de s'exprimer sur l'éventuelle survenance de ces risques.

Les paragraphes ci-après présentent les principaux facteurs de risques liés à l'Emetteur et aux Obligations que l'Emetteur considère, à la date du présent Document d'Information, significatifs pour les Obligations. Ces facteurs de risque ne sont cependant pas exhaustifs. D'autres risques, non connus de l'Emetteur ou non déterminants à cette date, peuvent avoir un impact significatif sur un investissement dans les Obligations.

Préalablement à toute décision d'investissement dans les Obligations, les investisseurs potentiels sont invités à examiner avec attention l'ensemble des informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Document d'Information, et notamment les facteurs de risques détaillés ci-après. En particulier, les investisseurs potentiels doivent procéder à leur propre analyse et leur propre évaluation de toutes les considérations liées à un investissement dans les Obligations et des risques liés à l'Emetteur, à son activité, à sa situation financière et aux Obligations. Ils sont par ailleurs invités à consulter leurs propres conseillers financiers ou juridiques quant aux risques découlant d'un investissement dans les Obligations et quant à la pertinence d'un tel investissement au regard de leur propre situation personnelle.

L'Emetteur considère que les Obligations doivent uniquement être acquises par des investisseurs qui sont des établissements financiers ou d'autres investisseurs professionnels qui sont en position de mesurer les risques spécifiques qu'implique un investissement dans les Obligations, ou qui agissent sur les conseils d'établissements financiers.

L'ordre de présentation des facteurs de risques ci-après n'est pas une indication de leur probabilité de survenance.

Les termes définis dans la section "Modalités des Obligations" du présent Document d'Information auront le même sens lorsqu'ils sont utilisés ci-après.

1. Risques liés à l'Emetteur

Les facteurs de risques liés à l'Emetteur et à son activité sont décrits aux pages 50 à 56 et 110 du Document de Référence 2011/2012 de l'Emetteur incorporé par référence dans le présent Document d'Information, auquel les investisseurs sont invités à se reporter, et comprennent :

- Risque de marché
 - Risque de liquidité
 - Covenants
 - Risque de taux
 - Risque de change
 - Risque sur actions
- Risques juridiques
- Risques industriels et liés à l'environnement
- Risques technologiques
 - Risque lié au système d'information
- Assurances et couverture des risques
 - Politique générale de couverture
 - Risque de perte d'exploitation de la société
 - Risque de recours en responsabilité civile
 - Responsabilité civile exploitation
 - Responsabilité civile professionnelle

- Responsabilité civile des dirigeants et des mandataires sociaux
 - Primes et couvertures
 - Responsabilité civile exploitation et responsabilité civile professionnelle
 - Multirisques locaux et matériels
- Autres risques opérationnels
 - Risque lié au contexte économique actuel
 - Risque de crédit clients
 - Risque lié à la saisonnalité de l'activité
 - Risque sur la facturation de projet au forfait
 - Risque lié à la sous-traitance
 - Risque lié à la concurrence
 - Risque lié aux ressources humaines
 - Risques liés aux acquisitions
 - Suivi des écarts d'acquisition
 - Dépendance à l'égard de logiciels ou produits licenciés par des tiers

2. Risques liés aux Obligations

2.1 Investisseurs

Chaque investisseur potentiel doit déterminer, sur la base de son propre examen et avec l'intervention de tout conseiller qu'il pourra juger utile selon les circonstances, l'opportunité d'un investissement dans les Obligations au regard de sa situation personnelle. En particulier, chaque investisseur potentiel devrait :

- (i) avoir une connaissance et une expérience suffisante pour évaluer de manière satisfaisante les Obligations, l'intérêt et les risques relatifs à un investissement dans celles-ci et l'information contenue ou incorporée par référence dans le présent Document d'Information ;
- (ii) avoir accès à, et savoir manier, des outils d'analyse appropriés pour évaluer, à la lumière de sa situation personnelle et de sa sensibilité au risque, un investissement dans les Obligations et l'effet que celles-ci pourraient avoir sur l'ensemble de son portefeuille d'investissement ;
- (iii) avoir des ressources financières et liquidités suffisantes pour faire face à l'ensemble des risques d'un investissement dans les Obligations, y compris lorsque la devise pour le paiement du principal ou des intérêts est différente de celle de l'investisseur potentiel ; et
- (iv) être capable d'évaluer (seul ou avec l'assistance d'un conseiller financier) les évolutions possibles de l'économie, des taux d'intérêt ou de tout autre facteur qui pourrait affecter son investissement et sa capacité à faire face aux risques encourus.

En outre, certains investisseurs potentiels sont soumis à une réglementation stricte en matière d'investissements. Ces investisseurs potentiels devront consulter leur conseil juridique afin de déterminer si la loi les autorise à investir dans les Obligations, si l'investissement dans les Obligations est compatible avec leurs autres emprunts et si d'autres restrictions d'achat des Obligations leur sont applicables.

2.2 Risques généraux relatifs aux Obligations

Les Obligations peuvent être remboursées par anticipation

Dans l'hypothèse où l'Emetteur serait obligé de payer des montants additionnels au regard des Obligations du fait d'une retenue telle que prévue à l'Article 7 des modalités des Obligations, l'Emetteur pourra et, dans certaines circonstances, devra, rembourser toutes les Obligations en circulation conformément aux dispositions de cet Article.

En cas de changement de contrôle de l'Emetteur et sous certaines conditions (tel que décrit plus amplement à l'Article 5.2 des modalités des Obligations), tout Porteur pourra, à son gré, demander le remboursement anticipé de tout ou partie

des Obligations qu'il détient au pair majoré de tous intérêts courus. Les Obligations pour lesquelles un tel droit de remboursement n'est pas exercé pourront manquer de liquidité. Par ailleurs, les investisseurs demandant le remboursement de leurs Obligations pourront ne pas être en mesure de réinvestir les fonds reçus au titre de ce remboursement anticipé à un niveau de rendement équivalent à celui des Obligations remboursées.

Risque de Crédit

Les Porteurs (tels que définis dans les modalités des Obligations) sont exposés au risque de crédit de l'Emetteur. Par risque de crédit on entend le risque que l'Emetteur soit incapable de remplir ses obligations financières au titre des Obligations, entraînant de fait une perte pour l'investisseur.

Modification des modalités des Obligations

En cas de pluralité de Porteurs, ceux-ci seront automatiquement groupés en une Masse (telle que définie à l'Article 11 des modalités des Obligations) pour la défense de leurs intérêts communs et pourront se réunir en assemblée générale. Les modalités des Obligations permettent dans certains cas de lier les Porteurs, y compris ceux qui n'auraient pas participé ou voté à l'assemblée générale ou ceux qui auraient voté dans un sens contraire au vote de la majorité.

Sous réserve des dispositions de l'Article 11 des modalités des Obligations, l'assemblée générale des Porteurs peut en outre délibérer sur toute proposition tendant à la modification des modalités des Obligations, et notamment sur toute proposition de compromis d'arbitrage ou de règlement transactionnel sur des droits litigieux ou ayant fait l'objet de décisions judiciaires.

Modification des lois en vigueur

Les modalités des Obligations sont régies par la loi française en vigueur à la date du présent Document d'Information. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une décision judiciaire ou administrative ou d'une modification de la législation ou de la réglementation française (ou de l'interprétation généralement donnée à celle-ci) postérieure à la date du présent Document d'Information.

Fiscalité

Les acquéreurs et les vendeurs potentiels d'Obligations doivent tenir compte du fait qu'ils pourraient devoir payer des impôts ou autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur dans les pays où les Obligations seront transférées ou dans d'autres juridictions. Dans certaines juridictions, aucune position officielle des autorités fiscales ni aucune décision de justice n'est disponible s'agissant de titres financiers tels que les Obligations. Les investisseurs potentiels sont invités à ne pas se fonder sur les informations fiscales contenues dans le présent Document d'Information mais à demander conseil à leur propre conseiller fiscal au regard de leur situation personnelle en ce qui concerne l'acquisition, la vente et le remboursement des Obligations. Seuls ces conseils sont en mesure de correctement prendre en considération la situation spécifique d'un investisseur potentiel. Ces considérations relatives à l'investissement doivent être lues conjointement avec les informations contenues à la section "*Fiscalité*" du présent Document d'Information.

Loi française sur les entreprises en difficulté

En cas de pluralité de Porteurs, ceux-ci seront automatiquement groupés pour la défense de leurs intérêts communs en une Masse (telle que définie à l'Article 11 des modalités des Obligations). Toutefois, en vertu de la loi française sur les entreprises en difficulté, les créanciers titulaires d'obligations sont automatiquement groupés en une assemblée unique de créanciers (l'"**Assemblée**") pour la défense de leurs intérêts communs pour toute procédure de sauvegarde, procédure de sauvegarde financière accélérée ou procédure de redressement judiciaire qui serait ouverte en France concernant l'Emetteur.

L'Assemblée rassemble les créanciers titulaires de toutes les obligations émises par l'Emetteur (en ce compris les Obligations) que ces obligations aient été émises dans le cadre d'un programme ou non et indépendamment de la loi applicable au contrat d'émission.

L'Assemblée délibère sur le projet de plan de sauvegarde, le projet de plan de sauvegarde accélérée ou le projet de plan de redressement envisagé pour l'Emetteur et peut ainsi accepter :

- une augmentation des charges des créanciers titulaires d'obligations (en ce compris les Porteurs) par l'accord de délais de paiement et/ou un abandon total ou partiel des créances obligataires ;
- l'établissement d'un traitement inégal entre les créanciers titulaires d'obligations (en ce compris les Porteurs) tel que requis par les circonstances ; et/ou

- la conversion des créances (en ce compris les Obligations) en titres donnant ou pouvant donner accès au capital.

Les décisions de l'Assemblée seront prises à la majorité des deux tiers (2/3) (calculés en proportion du montant des créances obligataires détenues par les porteurs ayant exprimé leur vote lors de cette Assemblée). Aucun quorum n'est exigé pour que l'Assemblée se tienne.

En de telles circonstances, les stipulations relatives à la représentation des Porteurs décrites dans les modalités des Obligations du présent Document d'Information ne seront pas applicables dans la mesure où elles sont en contradiction avec des dispositions obligatoires de la loi sur les entreprises en difficulté applicables.

Directive de l'Union Européenne sur l'imposition des revenus tirés de l'épargne

La directive relative à l'imposition des revenus tirés de l'épargne (2003/48/CE) adoptée par le Conseil de l'Union Européenne le 3 juin 2003 (la "**Directive**") impose à chaque Etat Membre de fournir aux autorités fiscales d'un autre Etat membre des informations détaillées sur tout paiement d'intérêts ou revenus similaires au sens de la Directive effectué par un agent payeur relevant de sa juridiction à ou, dans certaines circonstances, attribué au profit immédiat d'un bénéficiaire effectif (au sens de la Directive), résident de cet autre Etat membre. Cependant, durant une période de transition, le Luxembourg et l'Autriche appliquent, en lieu et place de l'échange d'informations précité, une retenue à la source sur tout paiement d'intérêt au sens de la Directive, sauf si le bénéficiaire des intérêts versés opte pour l'échange d'informations. Le taux de cette retenue à la source est de 35 % depuis le 1^{er} juillet 2011, et ce jusqu'à la fin de la période de transition.

La Commission Européenne a proposé certaines modifications à la Directive qui peuvent, si elles sont transposées, modifier ou élargir le champ d'application de certaines exigences décrites ci-dessus.

Si un paiement devait être effectué ou collecté au sein d'un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et si un montant d'impôt, ou au titre d'un impôt, était retenu, ni l'Emetteur, ni aucun Agent Payeur, ni aucune autre personne ne serait obligé de payer des montants additionnels afférents aux Obligations du fait de l'imposition de cette retenue ou ce prélèvement à la source.

2.3 Risques relatifs au marché

Volatilité du marché des Obligations

La valeur de marché des Obligations pourra être affectée par la qualité de crédit de l'Emetteur et par d'autres facteurs additionnels, y compris l'intérêt du marché et les taux d'intérêt.

La valeur des Obligations dépend de facteurs interdépendants, y compris de facteurs économiques, financiers ou politiques, en France ou ailleurs, ou encore de facteurs affectant les marchés de capitaux en général et le marché sur lequel les Obligations sont admises aux négociations. Le prix auquel un Porteur pourra céder les Obligations pourra être substantiellement inférieur, le cas échéant, au prix d'émission ou au prix d'achat payé par l'investisseur. Si la qualité de crédit de l'Emetteur se dégrade, la valeur des Obligations pourrait également baisser et les investisseurs cédant leurs Obligations avant la date d'échéance pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

Marché secondaire en général

Une fois émises, les Obligations pourraient ne pas faire l'objet d'un marché de négociation établi et un tel marché pourrait ne jamais se développer. Si un marché se développe, il pourrait ne pas être liquide. Par conséquent, les investisseurs pourraient ne pas être capables de vendre leurs Obligations facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires bénéficiant d'un marché secondaire développé. L'absence de liquidité pourrait avoir un effet défavorable sur la valeur de marché des Obligations.

Risques de change

Le paiement des intérêts et le remboursement du principal se feront en euros ce qui peut présenter des risques si les activités financières d'un investisseur sont essentiellement dans une autre devise. Il existe un risque que les taux de change varient significativement (notamment en cas de dévaluation de l'euro et de réévaluation de la devise de l'investisseur) et que les autorités du pays de l'investisseur modifient leur contrôle des changes. L'investisseur concerné pourrait alors recevoir un montant d'intérêt ou de remboursement inférieur à ce qu'il avait prévu. L'appréciation de la devise de l'investisseur relativement à l'euro aurait également pour conséquence de diminuer l'équivalent de la valeur de marché des Obligations dans la devise de l'investisseur.

Taux d'intérêt

Les investisseurs potentiels doivent être conscients que des variations substantielles des taux de marché pourraient avoir des conséquences négatives sur la valeur des Obligations, notamment en cas de cession avant leur échéance.

Notation

L'absence de notation des Obligations ne permet pas d'évaluer la capacité de l'Emetteur à faire face à ses obligations de paiement et de remboursement du capital et de paiement des intérêts au titre des Obligations.

MODALITES DES OBLIGATIONS

Sous réserve de compléments et de modifications, les modalités des Obligations (les "Modalités") sont les suivantes :

L'émission de l'emprunt obligataire d'un montant nominal total de 3.000.000 € portant intérêt au taux de 5,50% l'an et venant à échéance le 2 octobre 2018 (les "**Obligations**") par la société SOLUCOM (l'"**Emetteur**") a été décidée par le Directoire en date du 16 octobre 2012 approuvant le principe d'une émission obligataire et déléguant à Pascal IMBERT, Président du Directoire de l'Emetteur, le pouvoir de décider une telle émission ainsi que par décision du Président du Directoire en date du 26 octobre 2012.

Les Obligations sont émises conformément au contrat de service financier (le "**Contrat de Service Financier**") qui sera conclu le 30 octobre 2012 entre l'Emetteur et CACEIS Corporate Trust, en sa qualité d'agent financier et d'agent payeur (l'"**Agent Financier**" et l'"**Agent Payeur**", ces termes comprenant, lorsque le contexte s'y prête, tout autre agent susceptible d'être désigné ultérieurement).

Toute référence dans les présentes Modalités aux "**Porteurs**" renvoie aux porteurs d'Obligations.

Toute référence dans les présentes Modalités à des "**Articles**" renvoie aux articles numérotés ci-après.

1. **Forme, valeur nominale et propriété**

Les Obligations seront émises sous forme de titres au porteur dématérialisés d'une valeur nominale initiale de 100.000 € chacune. La propriété des Obligations sera établie par une inscription en compte, conformément aux articles L.211-3 et suivants du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Obligations (y compris des certificats représentatifs prévus à l'article R.211-7 du Code monétaire et financier) ne sera remis en représentation des Obligations.

Une fois émises, les Obligations seront inscrites en compte dans les livres d'Euroclear France ("**Euroclear France**") qui créditera les comptes des Teneurs de Compte. Pour les besoins des présentes, "**Teneur de Compte**" désigne tout intermédiaire autorisé à détenir, directement ou indirectement, des comptes-titres pour le compte de ses clients auprès d'Euroclear France, Clearstream Banking, société anonyme, Luxembourg ("**Clearstream, Luxembourg**") et Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**").

La propriété des Obligations sera établie par l'inscription en compte dans les livres des Teneurs de Comptes et la cession des Obligations ne pourra être effectuée que par inscription dans ces livres.

2. **Rang des Obligations**

Les Obligations constituent des engagements directs, inconditionnels, non subordonnés et non assortis de sûretés de l'Emetteur venant au même rang entre elles et (sous réserve des exceptions impératives du droit français) au même rang que tous les autres engagements non subordonnés et non assortis de sûretés, présents ou futurs, de l'Emetteur.

3. **Maintien de l'emprunt à son rang**

L'Emetteur s'engage jusqu'au remboursement effectif de la totalité des Obligations à ne pas conférer ou permettre que subsiste, un quelconque nantissement, hypothèque, privilège, gage ou une quelconque autre sûreté réelle sur l'un quelconque de ses actifs ou revenus, présent ou futur, en garantie d'un Endettement Obligataire (tel que défini ci-après) souscrit ou garanti par l'Emetteur sans en faire bénéficiaire *pari passu* les Obligations en consentant les mêmes sûretés et le même rang aux Obligations.

Pour les besoins du présent paragraphe, le terme "**Endettement Obligataire**" signifie toute dette d'emprunt, présente ou future, représentée par des obligations ou par d'autres titres financiers qui sont (ou sont susceptibles d'être) cotés ou négociés sur une bourse ou sur tout autre marché de titres financiers.

4. **Intérêts**

Les Obligations portent intérêt du 30 octobre 2012 (inclus) (la "**Date d'Emission**") au 2 octobre 2018 (exclu) (la "**Date d'Echéance**") au taux de 5,50 % l'an, payable semestriellement à terme échu les 2 avril et 2 octobre de chaque année (chacune une "**Date de Paiement d'Intérêt**") sauf pour ce qui concerne la première période d'intérêts pour laquelle un premier coupon court sera versé le 2 avril 2013 pour la période courant de la Date d'Emission (incluse) au 2 avril 2013 (exclu).

Chaque Obligation cessera de porter intérêt à compter de la Date d'Echéance, à moins que le remboursement ne soit indûment refusé ou retenu, auquel cas l'Obligation concernée continuera de porter intérêt au taux de l'Obligation Assimilable du Trésor (OAT) dont la maturité est la plus proche de 6 ans à la Date d'Echéance augmenté d'une marge de

6,2 % l'an (tant avant qu'après le prononcé du jugement) jusqu'à la date (incluse) à laquelle toutes les sommes dues sont reçues par ou pour le compte du Porteur concerné.

Le montant des intérêts dû au titre de chaque Obligation sera calculé par référence à la valeur cumulée détenue par chaque Porteur, le montant d'un tel paiement étant arrondi à la deuxième (2^e) décimale la plus proche (les demis étant arrondis à la décimale supérieure).

Les intérêts seront calculés sur une base exact/exact pour chaque période, soit sur la base du nombre réel de jours écoulés pendant la période concernée divisé par 365 (ou 366 si un 29 février est inclus dans cette période), le résultat étant arrondi à la deuxième décimale la plus proche (les demis étant arrondis à la décimale supérieure).

5. Remboursement et rachat

Les Obligations ne peuvent être remboursées que selon les dispositions du présent Article 5 ou des Articles 7 ou 9 ci-après.

5.1 Remboursement final

A moins que celles-ci n'aient été préalablement intégralement remboursées ou rachetées et annulées conformément au présent Article 5 ou aux Articles 7 ou 9 ci-après, les Obligations seront remboursées en totalité au pair à la Date d'Echéance.

5.2 Remboursement anticipé au gré des Porteurs en cas de Changement de Contrôle

En cas de Changement de Contrôle, tout Porteur pourra, à son gré, demander le remboursement anticipé de tout ou partie des Obligations qu'il détient, au pair majoré des intérêts courus depuis la dernière Date de Paiement d'Intérêts (incluse) (ou, le cas échéant, depuis la Date d'Émission (incluse)) jusqu'à la date fixée pour le remboursement anticipé (exclue) (la "**Date de Remboursement Anticipé**").

Si un Changement de Contrôle survient, l'Emetteur devra en informer les Porteurs par avis (l'"**Avis de Changement de Contrôle**") dans les conditions prévues à l'Article 10 ci-après, au plus tard dans les trente (30) jours calendaires suivant le Changement de Contrôle effectif. L'Avis de Changement de Contrôle rappellera aux Porteurs la faculté qui leur est offerte de demander le remboursement anticipé de tout ou partie de leurs Obligations et indiquera (i) la Date de Remboursement Anticipé, laquelle devra être comprise entre le vingt-cinquième (25^{ème}) et le trentième (30^{ème}) Jour Ouvré suivant la date de mise en ligne de l'Avis de Changement de Contrôle sur le site Internet de l'Emetteur, (ii) le montant du remboursement et (iii) la période, d'au moins quinze (15) Jours Ouvrés à compter de la mise en ligne de l'Avis de Changement de Contrôle sur le site Internet de l'Emetteur, au cours de laquelle les demandes de remboursement anticipé des Obligations et les Obligations correspondantes devront parvenir à l'Agent Financier.

Pour obtenir le remboursement anticipé de leurs Obligations, les Porteurs devront en faire la demande par écrit auprès de l'Agent Financier (la "**Demande de Remboursement Anticipé**"). Toute Demande de Remboursement Anticipé sera irrévocable à compter de sa réception par l'Agent Financier.

Les Demandes de Remboursement Anticipé devront parvenir à l'Agent Financier et les Obligations correspondantes devront être transférées à l'Agent Financier par l'intermédiaire de son Teneur de Compte au plus tard le 5^{ème} Jour Ouvré précédant la Date de Remboursement Anticipé.

La date de la Demande de Remboursement Anticipé correspondra au Jour Ouvré au cours duquel la dernière des conditions (a) et (b) ci-dessous est réalisée, au plus tard à 17h00 (heure de Paris) ou le Jour Ouvré suivant si elle est réalisée après 17h00 (heure de Paris) :

- (a) l'Agent Financier aura reçu la Demande de Remboursement Anticipée transmise par l'intermédiaire financier dans les livres duquel les Obligations sont inscrites en compte ;
- (b) les Obligations auront été transférées à l'Agent Financier par le Teneur de Compte.

Pour les besoins du présent Article :

"**Changement de Contrôle**" le fait, pour une ou plusieurs personnes physiques ou morales, agissant seules ou de concert, autres que Messieurs Pascal IMBERT et Michel DANCOISNE qui agissent de concert, d'acquérir directement ou indirectement, la majorité des droits de vote attachés aux actions de l'Emetteur ou plus de 40 % de ces droits de vote si aucun autre actionnaire de l'Emetteur, agissant seul ou de concert, ne détient, directement ou indirectement, un pourcentage des droits de vote supérieur à celui ainsi détenu..

Dans les présentes Modalités, "**Jour Ouvré**" signifie un jour (autre que le samedi ou le dimanche) où les banques et marchés de change sont ouverts à Paris et qui est un jour où le Système TARGET fonctionne.

5.3 Rachats

L'Emetteur pourra à tout moment procéder à des rachats d'Obligations en bourse ou hors bourse (y compris par le biais d'offres publiques) quel qu'en soit le prix, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Les Obligations rachetées par l'Emetteur pourront être conservées conformément à l'article L. 213-1-A du Code monétaire et financier aux fins de favoriser la liquidité des Obligations, étant entendu que l'Emetteur ne pourra pas conserver les Obligations pendant une période excédant un (1) an à compter de leur date d'acquisition, conformément à l'article D. 213-1-A du Code monétaire et financier.

5.4 Remboursement anticipé pour raisons fiscales

Les Obligations pourront et, dans certains cas, devront être remboursées avant la Date d'Echéance dans le cas où interviendrait un changement de régime fiscal, dans les conditions visées à l'Article 7 ci-après.

5.5 Annulation

Toutes les Obligations remboursées ou rachetées par ou pour le compte de l'Emetteur pourront, au gré de l'Emetteur, être conservées ou annulées conformément aux lois et règlements applicables.

6. Paiements

6.1 Méthode de paiement

Le paiement du principal et des intérêts dus au titre des Obligations sera effectué en euros par crédit ou transfert sur un compte libellé en euros (ou tout autre compte sur lequel des crédits ou transferts peuvent être effectués en euros) indiqué par le bénéficiaire dans une ville où les banques ont accès au système de transfert européen express automatisé de règlements bruts en temps réel utilisant une plateforme unique et partagée (TARGET2) (le "Système TARGET").

Ces paiements devront être faits au bénéfice des Porteurs chez les Teneurs de Compte (y compris Euroclear France, Euroclear et Clearstream, Luxembourg).

Les paiements seront effectués sous réserve de l'application de toutes lois ou réglementations fiscales ou autres, sans préjudice des dispositions de l'Article 7 ci-après. Les Porteurs ne supporteront ni commission ni frais au titre de ces paiements.

6.2 Paiements les jours ouvrés

Si la date de paiement d'une somme en principal ou en intérêts afférente à une Obligation n'est pas un Jour Ouvré, le Porteur n'aura alors droit au paiement de cette somme que le premier Jour Ouvré suivant et n'aura droit à aucun intérêt ou autre montant supplémentaire en raison de ce délai.

6.3 Agent Financier et Agent Payeur

L'Agent Financier et l'Agent Payeur initial et leur établissement désigné sont les suivants :

CACEIS Corporate Trust
14, rue Rouget de Lisle
92862 Issy-les-Moulineaux Cedex 9
France

L'Emetteur se réserve le droit de modifier ou de résilier à tout moment le mandat de l'Agent Financier et de l'Agent Payeur et/ou de désigner un autre Agent Financier ou un autre Agent Payeur ou des Agents Payeurs supplémentaires à la condition d'en informer les Porteurs quarante-cinq (45) jours calendaires au plus et trente (30) jours calendaires au moins avant, conformément à l'Article 10 ci-après et sous réserve qu'il y ait en permanence (i) un Agent Financier disposant d'un établissement dans une ville européenne et (ii) tant que les Obligations seront admises aux négociations sur le marché Alternext de NYSE Euronext à Paris, un Agent Payeur disposant d'un établissement dans une ville européenne et assurant le service financier en France.

Tout changement d'Agent Financier sera porté à la connaissance des Porteurs conformément aux stipulations de l'Article 10 ci-après.

7. Fiscalité

- (a) Tous les paiements en principal et intérêts afférents aux Obligations effectués par ou pour le compte de l'Emetteur seront effectués sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposés, levés ou recouverts par ou pour le compte de la France, ou de l'une de ses autorités ayant le pouvoir de lever l'impôt, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit impérativement prescrite par la loi.

- (b) Si le paiement d'intérêts ou le remboursement du principal dû au titre de l'une quelconque des Obligations est soumis, en vertu de la législation française, à un prélèvement ou à une retenue à la source au titre d'un quelconque impôt ou taxe français, présent ou futur, l'Emetteur s'engage à payer, dans la mesure permise par la loi, des montants supplémentaires de sorte que les Porteurs reçoivent, nonobstant la déduction dudit prélèvement ou de ladite retenue, l'intégralité des sommes qui leur auraient été dues au titre des Obligations, étant précisé toutefois que si l'obligation d'effectuer ces paiements supplémentaires résulte d'un changement de la législation française ou d'un changement dans l'application ou l'interprétation de la législation française intervenant postérieurement à la Date d'Emission, et si cette obligation ne peut être évitée par des mesures raisonnables de l'Emetteur, l'Emetteur pourra rembourser à tout moment par anticipation, mais au plus tôt trente (30) jours avant la date de prise d'effet du changement, la totalité des Obligations alors en circulation, au pair majoré des intérêts courus jusqu'à la date fixée pour le remboursement.

Les stipulations du premier paragraphe du (b) ci-dessus ne s'appliquent pas :

- (i) lorsque les paiements d'intérêts et/ou de principal à verser au Porteur au titre des Obligations sont soumis à imposition du fait des liens entretenus par ledit Porteur avec la France autres que la seule détention des Obligations ; ou
- (ii) lorsque le prélèvement ou la retenue à la source est du(e) au titre d'un montant payé à une personne physique et doit être effectué conformément à la Directive du Conseil Européen 2003/48/EC ou à toute autre directive de l'Union Européenne mettant en œuvre les conclusions dégagées par le Conseil ECOFIN lors de sa délibération des 26 et 27 novembre 2000 sur l'imposition des revenus de l'épargne ou conformément à toute loi mettant en œuvre cette directive, s'y conformant, ou adoptée dans le but de s'y conformer.
- (c) Si l'Emetteur est tenu d'effectuer des paiements supplémentaires conformément aux stipulations du paragraphe (b) ci-dessus et que le paiement de tels montants est ou deviendrait prohibé par la législation française, et si l'obligation d'effectuer de tels paiements supplémentaires ne peut être évitée par des mesures raisonnables de la part de l'Emetteur, l'Emetteur sera alors tenu d'effectuer le remboursement de la totalité des Obligations restant en circulation, au pair majoré des intérêts courus jusqu'à la date fixée pour le remboursement, au plus tôt trente (30) jours avant la date de prise d'effet du changement visé au paragraphe (b) ci-dessus et au plus tard à la date à laquelle les paiements supplémentaires auraient dû être versés.
- (d) En cas de remboursement effectué conformément aux stipulations du paragraphe (b) ci-dessus, l'Emetteur publiera ou fera publier un avis de remboursement, conformément aux stipulations de l'Article 10 ci-après, au plus tôt soixante (60) jours et au plus tard trente (30) jours avant la date fixée pour le remboursement. En cas de remboursement effectué conformément aux stipulations du paragraphe (c) ci-dessus, l'Emetteur publiera ou fera publier un avis de remboursement, dans les mêmes conditions, au plus tôt soixante (60) jours et au plus tard sept (7) jours avant la date fixée pour le remboursement.

8. Prescription

Toutes actions contre l'Emetteur en vue du paiement du principal ou des intérêts dus au titre des Obligations seront prescrites à compter d'un délai de dix (10) ans (pour le principal) et cinq (5) ans (pour les intérêts) à partir de leur date d'exigibilité respective.

9. Cas d'exigibilité anticipée

Le Représentant, agissant pour le compte de la Masse, pourra de sa propre initiative, ou devra à la demande de tous Porteurs détenant ensemble au moins 25 % (vingt-cinq pour cent) des Obligations en circulation, sur notification écrite adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Emetteur (copie à l'Agent Financier) avant qu'il n'ait été remédié au manquement considéré, rendre immédiatement exigible le remboursement de la totalité, et non d'une partie seulement, des Obligations au pair majoré des intérêts courus jusqu'à la date effective de remboursement :

- (a) en cas de défaut de paiement de tout montant, en principal ou intérêt, dû par l'Emetteur au titre de toute Obligation depuis plus de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'exigibilité de ce paiement ;
- (b) en cas de manquement par l'Emetteur à toute autre stipulation des Modalités, s'il n'est pas remédié à ce manquement dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception par l'Emetteur de la notification écrite dudit manquement ;
- (c) (i) en cas de défaut de paiement au titre de tout endettement, existant ou futur, de l'Emetteur autre que les Obligations excédant, individuellement ou cumulativement, un montant supérieur à 1.000.000 € (un million d'euros) (ou son équivalent en toute autre devise) lorsque celui-ci est dû et exigible, le cas échéant à l'expiration

de tout délai de grâce applicable, (ii) en cas de mise en jeu d'une sûreté portant sur un tel endettement, ou (iii) en cas de défaut de paiement d'un montant quelconque dû au titre d'une garantie consentie par l'Emetteur pour un tel endettement d'autrui ;

- (d) au cas où l'Emetteur entre dans une procédure de conciliation avec ses créanciers, ou fait l'objet d'une telle demande, conclut un accord amiable avec ses créanciers, fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de liquidation judiciaire ou de liquidation volontaire, dans la mesure permise par la loi, est soumis à toute autre procédure similaire, ou un jugement est rendu pour la cession totale de l'entreprise de l'Emetteur ;
- (e) en cas de dissolution, liquidation, fusion, scission ou absorption de l'Emetteur avant le remboursement intégral des Obligations, sauf dans le cas d'une dissolution, liquidation, fusion, scission ou absorption au terme de laquelle l'intégralité des engagements de l'Emetteur au titre des Obligations est transférée à la personne morale qui lui succède.

10. Avis

Tout avis aux Porteurs sera valablement donné s'il a été délivré par l'intermédiaire d'Euroclear France et publié sur le site de l'Emetteur.

Tout avis aux Porteurs sera réputé avoir été donné à la date de publication ou, en cas de plusieurs publications, à la date de première publication.

11. Représentation des Porteurs

Nonobstant toute disposition contraire des présentes Modalités, lorsqu'il n'existe qu'un seul Porteur, le Porteur unique exercera l'ensemble des pouvoirs autrement exercés par le Représentant (tel que défini ci-après) et l'assemblée générale des Porteurs. Le Porteur unique tiendra (ou fera tenir par tout agent habilité) un registre de l'ensemble des décisions prises par ce dernier en cette capacité et rendra ledit registre disponible, sur demande, à tout porteur ultérieur de tout ou partie des Obligations.

En cas de pluralité des Porteurs, conformément aux articles L.228-46 et suivants du Code de commerce, ces derniers seront automatiquement groupés en une masse (ci-après la "**Masse**") pour la défense de leurs intérêts communs. La Masse sera régie par les dispositions précitées du Code de commerce.

Le Représentant initial de la Masse est M Cyrille Gonthier, 78 rue de la Mélinière – 44000 Nantes – France.

En cas de décès, de démission ou de révocation du Représentant, le ou les remplaçant(s) seront élus par l'assemblée générale des Porteurs.

Le Représentant percevra une rémunération de trois cents euros (300 €) par an au titre de l'exercice de ses fonctions. Si un remplaçant est amené à exercer les fonctions de Représentant titulaire en lieu et place du Représentant titulaire, il percevra une rémunération de trois cents euros (300 €) par an qui ne sera due qu'à compter du premier (1^{er}) jour à partir duquel il exerce les fonctions de Représentant titulaire.

Tous les Porteurs intéressés pourront à tout moment obtenir communication du nom et de l'adresse du Représentant initial, au siège social de l'Emetteur et aux guichets de tout Agent Payeur.

12. Emission d'obligations assimilables

L'Emetteur aura la faculté d'émettre, sans l'accord des Porteurs, d'autres obligations assimilables aux Obligations à condition que ces obligations confèrent des droits identiques à tous égards à ceux des Obligations (ou à tous égards à l'exception du prix d'émission et du premier paiement d'intérêt y afférent) et que les modalités de ces obligations prévoient une telle assimilation avec les Obligations.

Dans ce cas, les porteurs des obligations assimilables et les Porteurs seront regroupés en une seule masse. Dans les présentes Modalités, les références aux Obligations comprennent toutes autres obligations émises conformément au présent Article et assimilées aux Obligations.

13. Droit applicable et tribunaux compétents

Les Obligations sont régies par le droit français.

Tout différend se rapportant directement ou indirectement aux Obligations sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

DESCRIPTION DE L'EMETTEUR

Le présent Document d'Information doit être lu et interprété conjointement avec les documents suivants, qui sont incorporés par référence dans le présent Document d'Information et sont réputés en faire partie intégrante :

- le document de référence 2010/2011 de l'Emetteur déposé le 19/07/2011 auprès de l'AMF sous le numéro n°11-0702 (le "**Document de Référence 2010/2011**"), et
- le rapport semestriel 2010/2011 de l'Emetteur pour le semestre clos au 30 septembre 2011 (le "**Rapport Semestriel 2010/2011**")
- le document de référence 2011/2012 de l'Emetteur déposé le 11/07/2012 auprès de l'AMF sous le numéro n°12-0708 (le "**Document de Référence 2011/2012**"), et

Des copies des documents incorporés par référence sont disponibles sans frais (i) sur le site internet de l'Emetteur (www.solucom.fr) et (ii) sur demande, au siège social de l'Emetteur (Tour Franklin – La Défense 8, 100/101 terrasse Boieldieu 92042 PARIS LA DEFENSE CEDEX) ou de l'Agent Payeur (CACEIS Corporate Trust - 14, rue Rouget de Lisle - 92862 Issy-les-Moulineaux Cedex 9) aux heures normales de bureau aussi longtemps que les Obligations seront en circulation, tel qu'indiqué dans la section "Information Générale" ci-après.

Les informations incorporées par référence dans le présent Document d'Information doivent être lues conjointement avec la table de concordance ci-après. Toute information non référencée dans ladite table de concordance mais incluse dans les documents incorporés par référence du présent Document d'Information n'est donnée qu'à titre d'information mais n'est pas incorporée par référence dans le présent Document d'Information.

Informations incorporées par référence	Référence
3. Facteurs de risque	<i>Document de Référence 2011/2012</i> pages 50 à 56 et 110
4. Informations concernant l'Emetteur <u>4.1 Histoire et évolution</u> 4.1.1 Raison sociale, nom commercial 4.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement 4.1.3 Date de constitution, durée 4.1.4 Siège social, forme juridique, législation et pays d'origine 4.1.5 Evénements récents	<i>Document de Référence 2011/2012</i> page 123 page 123 page 123 page 123 page 123
5. Aperçu des activités <u>5.1 Principales activités</u> 5.1.1 Principales activités 5.1.2 Position concurrentielle	<i>Document de Référence 2011/2012</i> pages 5 à 7 page 9

6. Organigramme	<i>Document de Référence 2011/2012</i> pages 16 à 18 page 99
7. Information sur les tendances	<i>Document de Référence 2011/2012</i> page 25
8. Prévisions ou estimations du bénéfice	n-a
9. Organes d'administration de direction et de surveillance <u>9.1 Informations relatives aux organes d'administration et de direction</u> <u>9.2 Conflits d'intérêts</u>	<i>Document de Référence 2011/2012</i> pages 31 à 33 et 105 à 107 page 33
10. Principaux actionnaires <u>10.1 Détention et contrôle</u> <u>10.2 Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle</u>	<i>Document de Référence 2011/2012</i> page 129 n-a
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'Emetteur <u>Informations financières consolidées vérifiées pour l'exercice clos le 31 mars 2012</u> - Bilan - Compte de résultat - Annexes - Rapport des commissaires aux comptes <u>Informations financières consolidées vérifiées pour le semestre clos le 30 septembre 2011</u> - Bilan - Compte de résultat - Annexes - Rapport sur l'examen limité des commissaires aux comptes <u>Informations financières consolidées vérifiées pour l'exercice clos le 31 mars 2011</u> - Bilan - Compte de résultat - Annexes - Rapport des commissaires aux comptes <u>11.5 Procédures judiciaires et d'arbitrage</u>	<i>Document de référence 2011/2012</i> page 62 page 61 Pages 65 à 83 page 84 <i>Rapport Semestriel 2011</i> page 11 page 10 Pages 15 à 40 Page 41 <i>Document de référence 2010/2011</i> page 69 page 68 pages 72 à 91 page 92 <i>Document de Référence 2011/2012</i> page 138
12. Contrats importants	<i>Document de Référence 2011/2012</i> n-a

Organes d'administration, de direction et de surveillance

- Informations relatives aux organes d'administration et de direction

Depuis le 11 juillet 2012, date de dépôt du Document de Référence 2011/12 à l'AMF, la liste des administrateurs telle que décrite page 18 du Document de Référence 2011/12 a connu les modifications suivantes :

L'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires du 26 septembre 2012 a décidé de nommer en qualité de membre du Conseil de Surveillance, Madame Marie-Ange VERDICKT, en adjonction aux membres actuellement en fonction, pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

Madame Marie-Ange VERDICKT est membre du Comité d'engagement de la Fondation Financière de l'Échiquier. Elle est également Directeur Général de la société Iena 55 (holding de la société Financière de l'Échiquier)

Pour les besoins du présent d'information et de l'opération, les membres du Conseil de Surveillance et du Directoire sont domiciliés au siège social de la société.

- Conflits d'intérêts

A la connaissance de la Société, et au jour de l'établissement du présent document d'information, il n'existe pas de conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance à l'égard de l'Émetteur et leurs intérêts privés.

DEVELOPPEMENTS RECENTS

La société a publié le communiqué suivant en date du 19 juillet 2012 :

Progression de 17% du chiffre d'affaires au 1er trimestre 2012/13, dont 5% de croissance organique

Chiffre d'affaires (en M€) Données consolidées non auditées	2012/13	2011/12	Variation
1 ^{er} trimestre	30,8	26,3	+ 17%

Au 1^{er} trimestre de son exercice 2012/13 (1^{er} avril 2012 - 31 mars 2013), le chiffre d'affaires consolidé de Solucom s'est établi à 30,8 M€, en progression de 17% par rapport au 1^{er} trimestre 2011/12.

A périmètre constant, la croissance organique trimestrielle du cabinet s'est élevée à 5%. Avec l'entrée dans le périmètre des sociétés Alturia Consulting et Eveho, consolidées depuis le 1^{er} avril 2012, la croissance totale est portée à 17%.

Bonne tenue des indicateurs opérationnels

Le taux d'activité des consultants s'est élevé à 81% sur le 1^{er} trimestre 2012/13, intégrant Alturia Consulting et Eveho. A périmètre constant, il s'établit à 83%, chiffre stable par rapport au taux de l'ensemble de l'exercice 2011/12.

Le trimestre écoulé a confirmé l'augmentation de la pression sur les prix de vente. A périmètre constant, le taux journalier moyen s'est inscrit en léger recul, une évolution conforme à celle anticipée sur l'ensemble de l'exercice (0% à -1%). Ce repli a toutefois été compensé par des taux journaliers moyens supérieurs chez Alturia Consulting et Eveho.

Alturia Consulting et Eveho : un processus d'intégration lancé

Le 1^{er} trimestre 2012/13 a été marqué par la mise en œuvre du chantier d'intégration d'Alturia Consulting et Eveho.

La priorité donnée aux actions de rapprochement commercial et marketing a d'ores et déjà permis l'émergence rapide de premières synergies commerciales (Allianz, Covéa, Klesia, Malakoff Médéric, MMA, Pôle Emploi) qui témoignent de la complémentarité des savoir-faire.

Ressources humaines : un 1^{er} trimestre en ligne avec le plan de marche

En matière de ressources humaines, le cabinet est en ligne avec ses objectifs, dans un marché en détente progressive. Le rythme de turn-over est en légère décroissance par rapport à l'exercice précédent et les recrutements sont conformes au plan de marche annuel.

Au 30 juin 2012, les effectifs de Solucom s'élevaient à 1 088 collaborateurs, en intégrant Alturia Consulting et Eveho, contre 992 au 31 mars 2012.

Confirmation des objectifs financiers annuels 2012/13

Comme anticipé, l'exercice 2012/13 a débuté dans un contexte de marché difficile, illustré par un attentisme désormais installé au sein des grands comptes et des prix sous pression. L'action commerciale demeure plus que jamais l'enjeu numéro 1 des prochains mois.

En dépit de ce contexte délicat, Solucom a décidé de maintenir l'essentiel de ses actions de développement, en procédant toutefois à un léger ajustement de son plan annuel de recrutement. Le cabinet reste très vigilant quant à l'évolution de ses indicateurs avancés, afin de procéder le cas échéant à des ajustements complémentaires de son développement dans les mois à venir.

A l'issue du 1^{er} trimestre 2012/13, Solucom confirme ses objectifs financiers annuels : réaliser une croissance totale supérieure à 13%, avec une croissance organique annuelle positive, accompagnée d'une marge opérationnelle courante à deux chiffres.

La société a publié le communiqué suivant en date du 1^{er} aout 2012 :

Ce document contient l'information financière trimestrielle, au sens de l'article L.451-1-2 IV du code monétaire et financier, relative au 1er trimestre de l'exercice 2012/13 de Solucom.

1 - Chiffre d'affaires du trimestre écoulé

<i>En M€</i>	2012/13	2011/12	Variation
Chiffre d'affaires 1^{er} trimestre	30,8	26,3	+ 17%

Au 1^{er} trimestre de son exercice 2012/13 (1^{er} avril 2012 - 31 mars 2013), le chiffre d'affaires consolidé de Solucom s'est établi à 30,8 M€, en progression de 17% par rapport au 1^{er} trimestre 2011/12.

A périmètre constant, la croissance organique trimestrielle du cabinet s'est élevée à 5%. Avec l'entrée dans le périmètre des sociétés Alturia Consulting et Eveho, consolidées depuis le 1^{er} avril 2012, la croissance totale est portée à 17%.

2 - Description générale de la situation financière et des résultats du trimestre

Le taux d'activité des consultants s'est élevé à 81% sur le 1^{er} trimestre 2012/13, intégrant Alturia Consulting et Eveho. À périmètre constant, il s'établit à 83%, chiffre stable par rapport au taux de l'ensemble de l'exercice 2011/12.

Le trimestre écoulé a confirmé l'augmentation de la pression sur les prix de vente. A périmètre constant, le taux journalier moyen s'est inscrit en léger recul, une évolution conforme à celle anticipée sur l'ensemble de l'exercice (0% à -1%). Ce repli a toutefois été compensé par des taux journaliers moyens supérieurs chez Alturia Consulting et Eveho.

Le 1^{er} trimestre 2012/13 a été marqué par la mise en œuvre du chantier d'intégration d'Alturia Consulting et Eveho.

La priorité donnée aux actions de rapprochement commercial et marketing a d'ores et déjà permis l'émergence rapide de premières synergies commerciales (Allianz, Covéa, Klesia, Malakoff Médéric, MMA, Pôle Emploi) qui témoignent de la complémentarité des savoir-faire.

En matière de ressources humaines, le cabinet est en ligne avec ses objectifs, dans un marché en détente progressive. Le rythme de turn-over est en légère décroissance par rapport à l'exercice précédent et les recrutements sont conformes au plan de marche annuel.

Au 30 juin 2012, les effectifs de Solucom s'élevaient à 1 088 collaborateurs, en intégrant Alturia Consulting et Eveho, contre 992 au 31 mars 2012.

Le carnet de commande a bien résisté au cours du trimestre. Il s'établit à 3,8 mois en fin de trimestre, contre 4,0 mois au 31 mars 2012.

Sur le plan financier, le niveau de trésorerie nette du cabinet est en recul au 30 juin 2012 par rapport au 31 mars 2012, sous l'effet notamment des décaissements liés aux acquisitions d'Alturia Consulting et d'Eveho. Solucom reste néanmoins en situation de trésorerie nette positive et dispose de marges de manœuvre financières confortables lui permettant, le cas échéant, de saisir de nouvelles opportunités de développement.

Comme anticipé, l'exercice 2012/13 a débuté dans un contexte de marché difficile, illustré par un attentisme désormais installé au sein des grands comptes et des prix sous pression. L'action commerciale demeure plus que jamais l'enjeu numéro 1 des prochains mois.

En dépit de ce contexte délicat, Solucom a décidé de maintenir l'essentiel de ses actions de développement, en procédant toutefois à un léger ajustement de son plan annuel de recrutement. Le cabinet reste très vigilant quant à l'évolution de ses indicateurs avancés, afin de procéder le cas échéant à des ajustements complémentaires de son développement dans les mois à venir.

À l'issue du 1^{er} trimestre 2012/13, Solucom confirme ses objectifs financiers annuels : réaliser une croissance totale supérieure à 13%, avec une croissance organique annuelle positive, accompagnée d'une marge opérationnelle courante à deux chiffres.

3 - Explication des opérations et événements importants du trimestre

Prise de contrôle de la société Alturia Consulting

Le 2 avril 2012, Solucom a pris le contrôle à 100% de la société Alturia Consulting. Cette acquisition a été intégralement financée en numéraire. La société sera consolidée à partir du 1^{er} avril 2012 dans les comptes de Solucom, soit sur la totalité de l'exercice 2012/13.

La société Alturia Consulting exerce le métier de conseil en stratégie opérationnelle, organisation et management, avec des spécialisations, d'une part dans le secteur de l'assurance et de la protection sociale, et d'autre part en organisation et pilotage de projet. Fondé il y a plus de 20 ans, Alturia Consulting compte 80 collaborateurs et a réalisé, en 2011, plus de 9 M€ de chiffre d'affaires.

Prise de contrôle du groupe Eveho

Le 6 avril 2012, Solucom pris le contrôle à 100% du groupe Eveho, composé de la société Eveho Conseil et de ses deux filiales, les sociétés Eveho Actuariat et Eveho Services. Cette acquisition a été intégralement financée en numéraire. Eveho sera consolidé à partir du 1^{er} avril 2012 dans les comptes de Solucom, soit sur la totalité de l'exercice 2012/13.

Eveho exerce le métier de conseil en organisation et management, avec une spécialisation dans le secteur de l'assurance. Fondé en 2005 et comptant plus de trente collaborateurs, Eveho a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires supérieur à 3,5 M€.

La société a publié le communiqué suivant en date du 27 septembre 2012 :

Solucom et Stance signent un accord en vue de devenir un acteur incontournable de la transformation des entreprises

Le cabinet de conseil Solucom annonce avoir signé un protocole d'accord en vue d'un rapprochement avec Stance, cabinet de conseil en organisation et management.

Stance, un jeune cabinet au développement réussi

Créé en 2005 et fort d'une trentaine de consultants, Stance accompagne les entreprises dans leurs projets de transformation, depuis les réflexions amont jusqu'à la direction de programme et l'accompagnement du changement. Stance intervient essentiellement auprès des très grandes entreprises, avec une approche multisectorielle. Combinant une compréhension fine des enjeux métiers à une expertise pointue des fonctions transverses, Stance est reconnu pour sa grande pratique de la transformation des entreprises.

Au terme d'une première phase de développement pleinement réussie, Stance dispose d'une assise solide. La société a réalisé, en 2011, un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 6 M€. Au cours des trois derniers exercices, Stance a dégagé une croissance annuelle à deux chiffres et une marge opérationnelle supérieure à 15%.

Une prise de position majeure vis-à-vis des grands programmes de transformation

Le protocole d'accord prévoit l'acquisition par Solucom de 100% du capital de Stance et de sa filiale Hekla, dédiée à l'assistance à maîtrise d'ouvrage. L'opération serait financée essentiellement en numéraire, et de manière complémentaire en actions Solucom. La signature de l'accord définitif interviendrait dans les semaines à venir.

« La grande proximité de culture d'entreprise avec Solucom, en particulier une même obsession de la satisfaction clients, a été un facteur déterminant dans ce projet de rapprochement » indiquent Dan Ohayon, Reza Karimi et Frédéric Kroenlein, les associés de Stance. *« Ce rapprochement permettra à Stance d'adresser les enjeux stratégiques auxquels nous sommes confrontés pour notre développement futur. La surface commerciale de Solucom et la largeur de son spectre de compétences nous permettront de renforcer nos positions chez nos clients, d'accéder à des missions de taille plus importante, mais aussi de développer notre présence auprès de nouveaux comptes. Un champ des possibles qui ouvre ainsi de nouvelles perspectives d'évolution à nos consultants ».*

« Ce nouveau projet de rapprochement s'inscrit dans la droite ligne de notre plan stratégique Solucom 2015, qui vise à faire du cabinet le champion de la transformation des entreprises », commente Pascal Imbert, président du Directoire de Solucom. *« Stance apportera à Solucom son savoir-faire de conseil en organisation et sa compétence reconnue dans la conduite des opérations de transformation. Stance permettra ainsi à Solucom de franchir un nouveau cap dans sa capacité à concevoir et mener des grands programmes pour ses clients ».*

La société a publié le communiqué suivant en date du 2 octobre 2012 :

Les cabinets de conseil Solucom et Stance finalisent leur rapprochement

Solucom et Stance ont finalisé leur rapprochement annoncé le 27 septembre 2012.

Selon les termes de l'accord, Solucom a acquis la majorité du capital (71%) du cabinet de conseil en organisation et management Stance, qui détient 100% d'Hekla, sa filiale dédiée à l'assistance à maîtrise d'ouvrage. Le solde des actions composant le capital social de Stance a vocation à être acquis avant le 1^{er} juillet 2013.

L'opération est financée essentiellement en numéraire, et de manière complémentaire en actions Solucom.

Stance et Hekla seront consolidés dans les comptes de Solucom à compter du 1^{er} octobre 2012.

Stance, un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 6 M€

Créé en 2005 et fort d'une trentaine de consultants, Stance accompagne les entreprises dans leurs projets de transformation, depuis les réflexions amont jusqu'à la direction de programme et l'accompagnement du changement.

Au terme d'une première phase de développement pleinement réussie, Stance dispose d'une assise solide. La société a réalisé, en 2011, un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 6 M€. Au cours des trois derniers exercices, Stance a dégagé une croissance annuelle à deux chiffres et une marge opérationnelle supérieure à 15%.

La société a publié le communiqué suivant en date du 24 octobre 2012 :

**Chiffre d'affaires semestriel Solucom en progression de 19% :
maintien d'une croissance dynamique en dépit d'un marché difficile**

Chiffre d'affaires (en M€)	2012/13	2011/12	Variation	À périmètre constant
1^{er} trimestre	30,8	26,3	+ 17%	+ 5%
2^{ème} trimestre	28,7	23,7	+ 21%	+ 10%
1^{er} semestre	59,5	50,0	+ 19%	+7%

Croissance organique solide de 7% sur la première moitié de l'exercice

Au 2^{ème} trimestre de son exercice 2012/13 (1^{er} avril 2012 – 31 mars 2013), Solucom a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 28,7 M€, en progression de 21% par rapport au 2^{ème} trimestre 2011/12.

Cette progression trimestrielle est le résultat d'une croissance organique soutenue, + 10% sur le trimestre, et de la contribution des sociétés Alturia Consulting et Eveho, consolidées depuis le 1^{er} avril 2012.

A l'issue du 1^{er} semestre 2012/13, le chiffre d'affaires consolidé du cabinet s'est établi à 59,5 M€, en progression de + 19%, dont + 7% de croissance organique.

Cette solide performance a été rendue possible par les efforts de recrutement et l'investissement commercial menés depuis plusieurs mois.

Des indicateurs opérationnels résistants mais sous pression

Le taux d'activité des consultants s'est élevé à 81% sur le 1^{er} semestre 2012/13, en intégrant Alturia Consulting et Eveho. A périmètre constant, il s'est établi à 83%, contre 85% au 1^{er} semestre 2011/12.

Dans un contexte de marché difficile, la pression sur les prix de vente s'est accrue au cours du semestre.

Le taux journalier moyen s'est ainsi inscrit en recul à périmètre constant, recul légèrement compensé par des prix supérieurs chez Alturia Consulting et Eveho. Pour mémoire, Solucom anticipe, à périmètre constant, un repli pouvant aller jusqu'à -1% sur l'ensemble de l'exercice.

Poursuite de l'augmentation des effectifs

Au 30 septembre 2012, les effectifs de Solucom s'élevaient à 1 104 collaborateurs, contre 992 au 31 mars 2012.

Solucom a maintenu son effort de recrutement au cours du semestre et anticipe de l'ordre de 200 recrutements bruts en 2012/13. Le turn-over est pour sa part en décroissance par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à 12% en rythme annuel, dans le bas de la fourchette visée en début d'exercice (12% - 15%).

Une perspective de croissance annuelle soutenue en dépit d'un marché difficile

A l'issue du 1^{er} semestre, la croissance de Solucom est en avance sur le plan de marche annuel, qui prévoit une croissance organique positive et une progression totale, en intégrant Alturia Consulting et Eveho, d'au moins 13%.

Sur le plan de la rentabilité, le cabinet maintient son objectif d'une marge opérationnelle courante annuelle à deux chiffres. Toutefois la dégradation du contexte de marché se traduit par une tension sur les indicateurs opérationnels qui sera perceptible dans la rentabilité semestrielle.

Le 2nd semestre marquera une nouvelle accélération de la croissance du cabinet du fait de l'acquisition de Stance, qui sera consolidé sur l'ensemble de la période.

FISCALITE

Le texte qui suit est un résumé limité à certaines considérations fiscales relatives à l'imposition à la source des revenus tirés des Obligations et est inclus à titre d'information seulement. Ce résumé est fondé sur les lois en vigueur dans l'Union Européenne et/ou en France à la date du présent Document d'Information. Il ne vise pas à décrire exhaustivement les éléments fiscaux à prendre en considération pour se décider à acquérir, posséder ou céder des Obligations. Les investisseurs ou Porteurs sont invités à consulter leur conseiller fiscal sur les conséquences fiscales de toute acquisition, possession ou cession d'Obligations.

1. Directive de l'Union Européenne sur l'imposition des revenus tirés de l'épargne

En vertu de la directive relative à l'imposition des revenus tirés de l'épargne (2003/48/CE) adoptée par le Conseil de l'Union Européenne le 3 juin 2003 (la "**Directive**"), chaque Etat Membre doit fournir aux autorités fiscales d'un autre Etat Membre des informations détaillées sur tout paiement d'intérêts ou revenus similaires effectué par un agent payeur relevant de sa juridiction à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire effectif (au sens de la Directive), résident de cet autre Etat membre. Cependant, durant une période de transition, l'Autriche et le Luxembourg appliquent en lieu et place de l'échange d'informations précité, une retenue à la source sur tout paiement d'intérêts au sens de la Directive, sauf si le bénéficiaire des intérêts versés opte pour l'échange d'informations. Le taux de cette retenue à la source est de 35 % depuis le 1^{er} juillet 2011, et ce jusqu'à la fin de la période de transition. Celle-ci doit s'achever à la fin de la première année fiscale suivant l'accord de certains pays non européens pour échanger des informations sur ces paiements.

En outre, depuis le 1^{er} juillet 2005, des pays non européens, ainsi que certains territoires dépendants de, ou associés à, certains Etats Membres, ont accepté d'adopter des mesures similaires (soit la fourniture d'information, soit une retenue à la source provisoire) quant aux paiements effectués par un agent payeur relevant de sa juridiction à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire effectif (au sens de la Directive), résident d'un Etat membre. En outre, les Etats Membres ont conclu des accords réciproques de fourniture d'informations ou de retenue à la source transitoire avec certains de ces territoires dépendants ou associés quant aux paiements effectués par un agent payeur dans un Etat Membre à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire effectif (au sens de la Directive), résident de l'un des ces territoires.

Le 13 novembre 2008, la Commission Européenne a publié un projet détaillé d'amendements de la Directive, incluant un nombre de changements suggérés. Le Parlement Européen a approuvé une version amendée de ce projet le 24 avril 2009. Si l'un de ces changements proposés relativement à la Directive est adopté, l'ampleur des exigences susmentionnées pourrait être modifiée ou élargie.

2. France

Les paiements d'intérêts ou d'autres produits effectués par l'Emetteur au titre des Obligations ne seront pas soumis à la retenue à la source prévue à l'article 125 A III du Code général des impôts sauf si les paiements s'effectuent hors de France dans un Etat ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts (un "**Etat Non Coopératif**"). En application de l'article 125 A III du Code général des impôts, si les paiements au titre des Obligations s'effectuent dans un Etat Non Coopératif, une retenue à la source de 50 % sera applicable (sous réserve de certaines exceptions et des dispositions plus favorables de tout traité de double imposition qui serait applicable).

En outre, pour les exercices fiscaux ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 inclus, les intérêts et autres produits versés au titre des Obligations cesseront d'être déductibles du revenu imposable de l'Emetteur s'ils sont payés ou dus à des personnes domiciliées ou établies dans un Etat Non Coopératif ou payés dans un Etat Non Coopératif. Dans certains cas, les intérêts et autres produits non déductibles pourraient être requalifiés en revenus distribués en application de l'article 109 du Code général des impôts, auquel cas ces intérêts et autres produits non déductibles pourraient être soumis à la retenue à la source, de 30% ou 55%, prévue à l'article 119 bis du Code général des impôts.

Nonobstant ce qui précède, ni la retenue à la source de 50 % ni la non-déductibilité ne s'appliqueront à l'émission des Obligations si l'Emetteur démontre que cette émission a principalement un objet et un effet autres que de permettre la localisation des intérêts et autres produits dans un Etat Non Coopératif ("**Exception**"). Conformément au Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts publié le 12 septembre 2012 (BOI-INT-DG-20-50-20120912), paragraphe n°990, l'Exception s'applique sans que l'Emetteur ait à apporter la preuve tenant à l'objet et à l'effet de l'émission aux obligations :

- (i) offertes dans le cadre d'une offre au public de titres financiers au sens de l'article L.411-1 du Code monétaire et financier ou d'une offre équivalente réalisée dans un Etat autre qu'un Etat Non Coopératif. Une "offre équivalente" s'entend de celle rendant obligatoire l'enregistrement ou le dépôt d'un document d'information auprès d'une autorité de marché étrangère ; ou

- (ii) admises aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation d'instruments financiers français ou étranger, sous réserve que ce marché ou système ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif, et que le fonctionnement du marché soit assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de service d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger, sous réserve que cette entreprise, prestataire ou organisme ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif ; ou
- (iii) admises, lors de leur émission, aux opérations d'un dépositaire central ou à celles d'un gestionnaire de systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers au sens de l'article L.561-2 du Code monétaire et financier, ou d'un ou plusieurs dépositaires ou gestionnaires similaires étrangers, sous réserve que le dépositaire ou gestionnaire ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif.

Les Obligations étant, à compter de la Date d'Emission, admises aux opérations d'un dépositaire central habilité, les paiements d'intérêts ou d'autres produits effectués par ou pour le compte de l'Emetteur au titre des Obligations ne sont pas soumis à une retenue à la source au titre de l'article 125 A III du Code général des impôts.

SOUSCRIPTION ET VENTE

En vertu d'un contrat de souscription (le "**Contrat de Souscription**") en date du 26 octobre 2012 conclu entre l'Emetteur, le fonds commun de placement Micado France 2018 représenté par Portzamparc Gestion, agissant en qualité de société de gestion du fonds commun de placement Micado France 2018 ("**Micado**" ce terme faisant référence au fonds commun de placement Micado France 2018 représenté par Portzamparc Gestion) et Portzamparc Société de Bourse (le "**Chef de File**"), Micado s'est engagé vis-à-vis de l'Emetteur, sous réserve de la réalisation de certaines conditions, à souscrire et régler les Obligations à un prix d'émission égal à 100 % du montant nominal total des Obligations, diminué d'une commission de placement due par l'Emetteur au Chef de File et du remboursement de certains frais. Le Contrat de Souscription autorise, dans certaines circonstances, Micado et le Chef de File à résilier le Contrat de Souscription.

1. Restrictions générales

Aucune mesure n'a été ou ne sera prise dans un quelconque pays ou territoire par l'Emetteur, par Midaco ou par le Chef de File (à leur meilleure connaissance) qui permettrait une offre au public des Obligations, ou la détention ou distribution du présent Document d'Information ou de tout autre document promotionnel relatif aux Obligations, dans un pays ou territoire où des mesures sont nécessaires à cet effet. En conséquence, les Obligations ne doivent pas être offertes ou vendues, directement ou indirectement, et ni le présent Document d'Information, ni aucun autre document, publicité, ou autre document promotionnel relatif aux Obligations, ne doit être distribué dans ou à partir de, ou publié dans, tout pays ou toute juridiction excepté en conformité avec toute loi et réglementation applicables.

2. France

Chacun de Micado et du Chef de File a déclaré et garanti qu'il n'a pas offert ou vendu ni n'offrira ou ne vendra d'Obligations, directement ou indirectement, au public en France, et qu'il n'a pas distribué ou fait distribuer ni ne distribuera ou ne fera distribuer au public en France le présent Document d'Information ou tout autre document d'offre relatif aux Obligations et qu'une telle offre, vente ou distribution n'a été et ne sera faite en France qu' (i) aux personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers et/ou (ii) aux investisseurs qualifiés et/ou (iii) à un cercle restreint d'investisseurs, le tout tel que défini, et conformément, aux articles L.411-1, L.411-2 et D.411-1 à D.411-4 du Code monétaire et financier.

3. Etats-Unis d'Amérique

Les Obligations n'ont pas fait ni ne feront l'objet d'un enregistrement en vertu de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933 telle que modifiée (la "**Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières**"). Les Obligations ne pourront être offertes ou vendues, directement ou indirectement, sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique si ce n'est en conformité avec la réglementation S de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières (la "**Réglementation S**").

Les Obligations sont offertes et vendues uniquement en dehors des Etats-Unis d'Amérique et dans le cadre d'opérations extraterritoriales (*offshore transactions*), conformément à la Réglementation S. Les termes utilisés dans le présent paragraphe ont la signification qui leur est donné dans la Réglementation S.

En outre, dans les quarante (40) jours suivant le début du placement, une offre ou une vente des Obligations aux Etats-Unis d'Amérique par un agent placeur (qu'il participe ou non à l'offre) peut constituer une violation des obligations d'enregistrement au titre de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières.

4. Royaume Uni

Chacun de Micado et du Chef de File a déclaré et garanti :

- (a) qu'il n'a distribué, ou n'a fait distribuer, et ne distribuera, ou ne fera distribuer, une quelconque incitation ou invitation à entreprendre des services d'investissement (au sens de la section 21 du *Financial Services and Markets Act 2000* ("**FSMA**")) reçue par lui et relative à l'émission ou à la vente des Obligations que dans des circonstances où la section 21(1) du FSMA ne s'applique pas à l'Emetteur ; et
- (b) qu'il a respecté, et respectera, toutes les dispositions du FSMA applicables à tout acte en rapport avec les Obligations et effectué par lui au Royaume-Uni, ou à partir du Royaume-Uni ou dans toute autre circonstance impliquant le Royaume-Uni.

INFORMATIONS GENERALES

1. Les Obligations ont été admises aux opérations des systèmes de compensation de Clearstream, Luxembourg (42, avenue JF Kennedy, 1855 Luxembourg, Luxembourg), d'Euroclear (boulevard du Roi Albert II, 1210 Bruxelles, Belgique) et d'Euroclear France (115, rue Réaumur, 75081 Paris Cedex 02, France) sous le code commun 085035053. Le code ISIN des Obligations est FR0011349091.
2. L'émission des Obligations par l'Emetteur a été décidée par le Directoire de l'Emetteur en date du 16 octobre 2012 approuvant le principe d'une émission obligataire et délégrant à Monsieur Pascal IMBERT, Président du Directoire de l'Emetteur, le pouvoir de décider une telle émission ainsi que par décision du Président du Directoire en date du 26 octobre 2012.
3. Le produit net de l'émission des Obligations est destiné aux besoins généraux de l'Emetteur, ainsi qu'au financement d'acquisitions.
4. L'Emetteur a obtenu tous les accords, approbations et autorisations nécessaires en France dans le cadre de l'émission et l'exécution des Obligations.
5. Les commissaires aux comptes de l'Emetteur pour la période couverte par les informations financières historiques étaient SLG Expertise (164, boulevard Haussmann 75008 PARIS), appartenant à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de PARIS, et Constantin Associés (185, avenue Charles de Gaulle 92524 NEUILLY SUR SEINE CEDEX) appartenant à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de VERSAILLES. Ils ont audité les comptes annuels de l'Emetteur et rendu un rapport d'audit pour chacun des exercices financiers de l'Emetteur clos le 31 mars 2012 et le 31 mars 2011. Ils ont par ailleurs procédé à un examen limité des comptes semestriels de l'Emetteur et rendu un rapport de revue limitée pour le semestre clos le 30 septembre 2011.
6. A la connaissance de l'Emetteur, il n'existe pas de conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs, à l'égard de l'Emetteur, des membres du Directoire et leurs intérêts privés et/ou autres devoirs.
7. Sauf pour ce qui est indiqué dans le présent Document d'Information (y compris les documents qui y sont incorporés par référence), il n'y a pas eu de changement significatif dans la situation financière ou commerciale de l'Emetteur ou du Groupe depuis le 31 mars 2012.
8. Sauf pour ce qui est indiqué dans le présent Document d'Information (y compris les documents qui y sont incorporés par référence), il ne s'est produit aucun changement défavorable significatif dans les perspectives de l'Emetteur depuis le 31 mars 2012.
9. L'Emetteur n'a pas conclu de contrat important autre que les contrats conclus dans le cadre normal de ses affaires, qui contiendraient des stipulations qui mettraient à la charge de l'Emetteur une obligation ou un engagement important au regard de la faculté de l'Emetteur à accomplir ses obligations à l'égard des Porteurs au titre des Obligations émises.
10. Sauf pour ce qui est indiqué dans le présent Document d'Information (y compris les documents qui y sont incorporés par référence). Durant une période couvrant au moins les douze (12) derniers mois, il n'y a eu aucune instance gouvernementale, judiciaire, ou arbitrale (y compris toute procédure dont l'Emetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) qui pourrait avoir ou a eu dans un passé récent des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'Emetteur ou du Groupe.
11. Aussi longtemps que les Obligations seront en circulation, des copies du présent Document d'Information, du Document de Référence 2011/2012 de l'Emetteur, du Document de Référence 2010/2011 de l'Emetteur, du Rapport Semestriel 2011 de l'Emetteur et des statuts de l'Emetteur seront disponibles pour consultation et pourront être obtenus, sans frais, au siège social de l'Emetteur (Tour Franklin – La Défense 8, 100/101 terrasse Boieldieu 92042 PARIS LA DEFENSE CEDEX) et dans les bureaux de l'Agent Financier aux heures normales d'ouverture des bureaux. Le présent Document d'Information et tout document incorporé par référence dans le présent Document d'Information sont disponibles sur le site Internet de l'Emetteur (www.solucom.fr).

Emetteur

SOLUCOM

Tour Franklin – La Défense 8
100/101 terrasse Boieldieu
92042 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Chef de File

PORTZAMPARC SOCIETE DE BOURSE

13, rue de la brasserie
44000 Nantes

Conseil juridique du Chef de File

FIDAL

14, boulevard du Général Leclerc
92527 Neuilly sur Seine Cedex

Agent Financier et Agent Payeur

CACEIS CORPORATE TRUST

14, rue Rouget De Lisle
92862 Issy-les-Moulineaux
France